

Vu de l'IUFM...

par Robert FARISON

Physicien - Directeur adjoint de l'IUFM de Lyon

d'après un interview de Lucienne RAPOPORT et Serge TRICOIRE

Union des Physiciens

ST : Quelle est la place actuelle de l'IUFM dans l'opération «*La main à la pâte*» ?

Sur le plan académique, l'opération «*La main à la pâte*» continue son développement dans le département du Rhône, En 1997-1998 l'opération s'est étendue au département de la Loire, et depuis quinze jours environ, nous avons la confirmation que l'opération se développera dans l'Ain, et le plus tôt possible. Autrement dit, je crois que l'Académie de Lyon est sans doute l'une des rares académies en tant que telle, à participer au développement des sciences à l'école. L'enseignement primaire relève de l'autorité d'un Inspecteur d'Académie (IA), et cette opération de développement de l'enseignement des sciences à l'école est une opération qui relève de sa responsabilité. Elle peut donc prendre différentes facettes, selon les départements. Pour le département du Rhône, je serais tenté de dire que l'année 1997-1998 prolonge l'année 1996-1997. Dans le département de la Loire, il faut distinguer Loire-Nord où nous n'avons pas de nouvelles et Loire-Sud où c'est plutôt l'Institut Universitaire de Formation des Maîtres (IUFM) qui a l'initiative actuellement, par l'intermédiaire d'une proposition de stage. L'origine scientifique ou non des Inspecteurs de l'Éducation Nationale (IEN) intervient énormément au niveau de l'enseignement des sciences à l'école primaire.

Quant au département de l'Ain, on est dans une troisième configuration, totalement différente des deux autres : un nouvel IA vient d'être nommé. Dès notre première rencontre, nous avons évoqué l'opération «développement de l'enseignement des sciences à l'école», et cet Inspecteur d'Académie a tout de suite répondu à notre sollicitation. Il a fait un appel à l'ensemble des IEN de son département et l'opération va être lancée. Elle concernera plusieurs écoles réparties dans tout le département, et on sait que l'opération sera menée de concert avec l'IUFM.

Quand on regarde un peu les conditions de mise en place du «développement de l'enseignement des sciences à l'école», il avait été décidé au plan national qu'il devait y avoir trois catégories partenaires : d'une part les personnels concernés (enseignants, IEN, IA) du terrain ; d'autre part un pôle scientifique universitaire, et enfin l'IUFM de l'académie. Dans l'Académie de Lyon et dans l'Est-Lyonnais, l'Institut National des Sciences Appliquées (INSA) s'est impliqué dans l'opération, mais plutôt à travers une participation des étudiants que des enseignants-chercheurs. Ailleurs, il y a eu assez peu

de sollicitations de ces mêmes personnels du «supérieur» malgré la mise en place d'un groupe académique de réflexion présidé par le Recteur. Les cultures «Enseignement Supérieur» et «Enseignement Primaire» sont deux cultures qui s'ignorent...

Quant à l'accompagnement des maîtres, disons que l'an dernier, avec la mise en place de cette opération dans le département du Rhône à titre expérimental, un stage de quinze jours avait été proposé aux enseignants des écoles primaires qui participaient à l'opération. Ce fut un stage spécifique pour tous les maîtres concernés, une trentaine. Les formateurs étaient des formateurs IUFM. Les maîtres étaient remplacés pendant leur formation. Les trois IEN des circonscriptions concernées étaient présents, et faisaient part de leurs réactions. Ceci étant, on constate que les trois circonscriptions se trouvaient dans des situations assez différentes, parce que dans des communes différentes également. Les politiques communales sont très variables d'un secteur à un autre, et les écoles sont, en matière de moyens, très dépendantes des politiques communales.

ST : Les IEN étaient-ils satisfaits de ce genre de stage ? Demandaient-ils un suivi ?

C'était un stage qui cherchait à répondre aux attentes des enseignants, et surtout à les rassurer. Des attentes à la fois très pertinentes et très modestes : les enseignants qui ont participé à cette opération n'étaient pas tous d'origine scientifique ; il a donc fallu partir du B.A.- BA des sciences dans le cadre de la mise en place de ce stage. Finalement il y a eu très peu de contenu scientifique dans ces stages, au sens où nous l'entendons, en tant que physiciens.

ST : C'était plus une mise à l'aise sur la méthode scientifique ? Sur des petits exemples ?

Tout à fait. C'est ce que j'ai personnellement proposé dans mes propres interventions : des exemples. Je ne sais pas s'ils ont été réinvestis en classe.

Une remarque : il me semble que l'opération a été menée d'une manière expérimentale l'an dernier. J'ai l'impression qu'actuellement c'est une opération qui est banalisée : je veux dire par là que cette opération, contrairement à la situation expérimentale de l'an dernier, ne reçoit plus de moyens spécifiques. Les nouvelles circonscriptions qui se lancent dans l'opération se trouvent actuellement dans une situation comparable à toute opération de formation continue.

Que peut apporter l'IUFM dans cette opération ? Maintenant c'est bien à travers les Plans Départementaux de Formation (PDF) que l'opération peut se poursuivre, ce qui veut dire que l'opération se trouve en concurrence avec d'autres opérations de formation dans d'autres disciplines. Il n'y a plus de spécificité.

L'IUFM souhaiterait répondre par les moyens techniques modernes d'information. Le projet que nous nourrissons est de profiter des stages à l'IUFM pour mettre en

place des productions et des produits au cours de ces stages. Ces productions pourraient être diffusées sur le serveur de l'IUFM. Ce que nous souhaiterions, ce qui d'ailleurs a été accepté dans le département de l'Ain, c'est orienter les stages de formation vers des contenus qui serviraient non seulement aux enseignants qui suivent ces stages, mais également à tous les enseignants qui utiliseraient le serveur.

ST : Est-ce que l'idée de formation continuée des maîtres se met en place, ou non ? Comment faire en sorte qu'on puisse savoir si une vraie attitude scientifique est développée en classe, et faire en sorte qu'elle soit diffusée, entretenue, développée ? Qu'y a-t-il de prévu à ce niveau-là ?

Si l'IUFM est en mesure de pouvoir assurer une formation en direction des enseignants, il a actuellement peu de retours de leur part. Le retour se fait par l'intermédiaire des IEN et il y a cloisonnement en fonction des circonscriptions. Vous aurez certainement beaucoup d'informations de la part de Lise ADAM et de Renée MIDOL (voir articles dans ce numéro), dans le cadre de ce qu'elles ont réalisé. Ce sont des personnes qui se sont largement investies dans l'opération. En même temps, de par cet énorme investissement et les moyens dont elles ont disposés, ces deux sites ne constituent pas nécessairement des sites d'étude en vue d'une généralisation.

Vous entendrez parler de l'association ADEMIR (voir encadré dans ce numéro) : l'association ADEMIR n'existe pas dans toutes les circonscriptions. Pour nous, si on peut s'appuyer sur des idées qui ont été développées, soit dans la circonscription de Vénissieux, soit dans celle de Vaulx-en-Velin avec l'aide de cette association, ces idées ne sont sans doute pas totalement transposables dans d'autres circonscriptions. Dans le département du Rhône, qui était département expérimental, je constate que les choses sont banalisées aujourd'hui, et je pense qu'on ne peut plus parler d'expérience. C'est différent dans le département de la Loire qui se lançait dans l'opération ; ça sera sans doute différent encore dans le département de l'Ain. La réunion à laquelle j'ai assisté avec l'IA dans ce dernier département me permet de dire que l'Ain souhaite mettre en place une politique réaliste de formation concernant les sciences. En ce sens, le département ne conduira pas une généralisation sans s'être assuré au préalable de la possibilité du faire en matière de formation et d'équipement.

Les conditions de généralisation ne sont pas les conditions d'expérimentation. Je donnerai un exemple, qui est très concret : toutes les écoles, l'an dernier, qui se sont lancées dans l'opération à titre expérimental, et reconnues par la Direction des Écoles (DE) ont perçu 2000 F pour achat de matériel didactique et vont recevoir un outil informatique pour liaison Internet. Et les autres ?

Il semble que les écoles devraient de plus en plus être dotées d'outils modernes de communication, mais les délais risquent d'être longs.

ST : Donc là, la balle est un peu dans le camp du ministère, à ce niveau-là ?

Ce n'est pas si simple que cela ! Justement le problème, c'est au plan national que seront dotées les écoles expérimentales d'un matériel informatique ; et au plan local que les autres écoles devront être dotées. Cette dotation concerne les circonscriptions et les communes. Par ailleurs le coût des communications est inférieur aux échos que l'on entend parfois.

ST : Y a-t-il une formation spécifique fournie aux écoles qui reçoivent un ordinateur ?

«Oui !», mais s'il s'agit uniquement de l'opération concernant la diffusion et la réception de documents sur réseau. Cette formation est relativement réduite. Ce n'est pas l'apprentissage d'un traitement de texte ou d'un tableur. Ce que je pense, sans que les décisions soient prises, c'est qu'il faudrait profiter des stages pour motiver les enseignants à une formation sur l'informatique en réseau.

Dans le département du Rhône l'opération «La main à la pâte» a été fortement pilotée par l'Inspection Académique et les trois Inspecteurs de l'Éducation Nationale concernés. L'IUFM n'a été que très peu sollicité sur le terrain.

La vraie question à se poser pour l'avenir est sans doute la suivante : «comment passer, sans distorsion sur les objectifs et les stratégies, autour des trois pôles terrains/IUFM/universités, d'une situation expérimentale à une généralisation de l'opération» ?

(Transcription réalisée par Serge TRICOIRE)

QUESTIONS DE FORMATION...

Banlieue de Vaulx-en-Velin. Nous venons d'assister à une activité de biologie végétale en CE2.

Nous demandons à la maîtresse, qui a suivi le stage initial de l'IUFM de Lyon, ce qu'elle pense de cette façon de travailler qu'elle a délibérément choisie. Elle nous explique qu'elle désirait mener de telles activités depuis des années, en introduisant la méthode des sciences expérimentales en classe, et qu'elle a saisi l'occasion qui se présentait. Elle a utilisé l'an dernier, avec la même classe, le module «Insights» sur le son, qui était très intéressant, avec l'aide, pour la préparation des cours et l'intervention éventuelle en classe, d'un appelé scientifique du contingent, dont la présence l'a rassurée, pour le lancement de cette activité traitée de manière nouvelle.

Elle considère comme une chance d'avoir été choisie pour suivre le stage d'initiation à la démarche scientifique de l'IUFM. Nous devons insister pour qu'elle nous dise qu'elle aurait des questionnements sur ce qu'elle enseigne.

Notre conversation se porte sur la diversité des racines : pourquoi des racines de radis et de haricot sont si différentes ? Une racine courte et trapue pour le radis, quatre ou cinq racines bien plus longues, et plus fines pour le haricot. Nous évoquons la croissance de chaque plante, ce qu'elles devront mettre en œuvre pour parvenir à maturité, l'énorme différence des tailles finales ; les fonctions des racines pour le soutien, l'ancrage de la plante sont alors bien différentes, et intelligibles. Notre conversation déborde sur la physique des cylindres, reliée à la forme des tiges des plantes, et à la résistance due à la forme, aux expériences que l'on peut effectuer avec une feuille de papier, aux mathématiques associées... (un collègue de technologie nous a également fait remarquer l'assistance à la résistance fournie par un tuteur, objet technologique).

Notre discussion met ainsi en évidence le besoin de formation interdisciplinaire que cette maîtresse n'osait solliciter, parce qu'elle avait eu «la chance et le privilège» de ce premier stage IUFM.

Serge TRICOIRE et Lucienne RAPOPORT



Atelier de montage des essieux
Moyenne section